

Questions orales

Je ne connais pas les intentions du ministre des Finances à ce sujet mais je rapporterai les propos du député au ministre et lorsque nous nous entretiendrons à ce sujet, je soulèverai cette question.

M. Crombie: Madame le Président, le ministre des Finances a dit très clairement ce qu'il a l'intention de faire. Il envisage de désindexer l'impôt sur le revenu. La question que je pose au ministre porte sur cette intention. Je sais qu'il se rend compte des effets que cela aura sur les Canadiens. Pour ceux qui gagnent 10,000 dollars par an, cela se traduira par une perte de 156 dollars par an, soit 896 dollars sur une période quinquennale aux taux actuels. C'est de l'argent qu'ils devront déboursier au fisc, et cela réduira d'autant leur capacité de s'acheter de la nourriture et des vêtements.

Une voix: Quelle est la question?

M. Crombie: Voilà ce qui me préoccupe et la raison pour laquelle je pose la question au ministre, c'est que cela voudrait dire . . .

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. La première question était déjà une peu longue, mais je l'ai acceptée. Toutefois le député doit s'en tenir à une seconde question plus courte.

M. Crombie: Merci, madame le Président. Ma question est simplement la suivante. Quelles initiatives le ministre entend-il prendre au cours de la présente session pour faire face à la conjoncture économique difficile dans laquelle les Canadiens vont se trouver au cours des six prochains mois, et qui commence déjà à se faire sentir comme le démontre Statistique Canada?

[Français]

M. Chrétien: Madame le Président, je dois d'abord répondre que la première partie de la question est purement hypothétique. On discute à ce moment-ci d'une possibilité de changement budgétaire sur laquelle je ne suis pas en mesure de faire de commentaire tant que le ministre des Finances n'aura pas pris de décision dans ce domaine.

Et au sujet de la politique économique en général, la deuxième partie de la question, évidemment, le ministre des Finances a fait des commentaires hier à ce sujet et je n'ai rien à ajouter à ce qu'il a déjà dit à la Chambre.

● (1420)

[Traduction]

M. Crombie: Madame le Président, le ministre des Finances, j'en suis certain, demandera au ministre chargé du Développement social son avis là-dessus. Le ministre peut-il assurer à la Chambre qu'il continuera à accorder aux contribuables à revenu moyen la protection dont ils jouissent actuellement et n'appuiera aucune initiative en vue de supprimer l'indexation des taux d'impôt sur le revenu qui aura un effet analogue sur les Canadiens démunis?

[Français]

M. Chrétien: Madame le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes toujours préoccupés par le fait d'essayer de maintenir pour les Canadiens un système d'imposition le plus juste possible. Telle a été la préoccupation de ce gouvernement durant les années passées et ce le sera encore durant les années à venir. Lorsque le budget sera connu, l'honorable député pourra en juger.

[Traduction]

LE CHÔMAGE**LA POLITIQUE POUR REMÉDIER AU FORT TAUX DE CHÔMAGE CHEZ LES JEUNES**

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Comme mes collègues, je m'inquiète des dernières statistiques qui révèlent que 431,000 jeunes gens de moins de 25 ans sont sans travail. Ils représentent 44 p. 100 de tous les chômeurs au Canada.

Que fait plus précisément le ministre pour remédier à cette disgrâce nationale? Quelle politique, s'il en est, suit-il au sein de ce gouvernement nettement indifférent qui croit être tout à fait hors d'atteinte durant quatre ans?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, le député nous fait part d'une inquiétude que nous partageons tous. Je ne crois pas qu'aucun parti à la Chambre n'ait manifesté plus d'intérêt au fil des années à l'égard des problèmes des jeunes.

Comme le député le sait, nous avons eu l'occasion de discuter longuement la question au Parlement depuis trois semaines. Le gouvernement a annoncé certaines mesures spéciales destinées à amener les jeunes sur le marché du travail, à leur donner les aptitudes et la formation requises pour qu'ils puissent obtenir un emploi approprié.

Le gouvernement a également présenté en même temps un important programme d'emplois d'été. Les chiffres cités par le député ne tiennent pas compte du programme car nous venons tout juste de le mettre en œuvre. On ne peut résoudre tous les problèmes des jeunes par intervention directe du gouvernement. Nous devons pouvoir compter également sur les efforts du secteur privé. Cette question revêt cependant une grande priorité pour le gouvernement, et il continuera d'en être ainsi.

M. McDermid: Madame le Président, tous les projets et tous les programmes que le gouvernement a mis en vigueur ne constituent strictement que des mesures de rafistolage. Le ministre presse-t-il activement son collègue de l'Énergie, des Mines et des Ressources de mettre en œuvre le programme d'auto-suffisance énergétique au Canada qui nous permettrait de créer des emplois permanents pour nos jeunes de toutes les provinces avec notre argent au lieu de créer des emplois au Mexique, au Venezuela, en Arabie Saoudite et en Irak?

M. Axworthy: Je suis heureux, madame le Président, de pouvoir annoncer au député que j'ai passé hier toute la journée à conférer avec des représentants de l'industrie pétrolière de la province de l'Alberta. Nous avons examiné les perspectives d'emploi qui se dessinent dans cette province de même que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon. Nous en avons conclu qu'il y aura une forte demande de travailleurs et que nous devons notamment nous appliquer maintenant à élaborer des mesures conjointes entre l'industrie, les gouvernements provinciaux et notre gouvernement afin de nous assurer de pouvoir fournir la main-d'œuvre spécialisée qui sera très recherchée.